

Directoire

Case  
FRC  
13107

Rouzet

Rapport

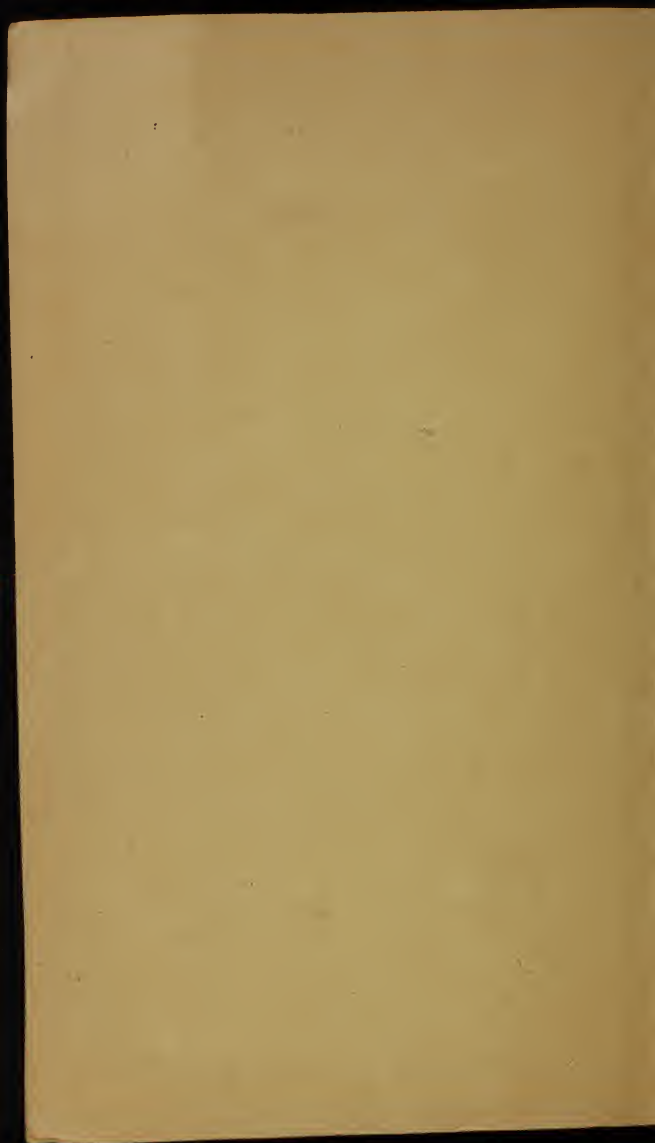
au Conseil des Cinq. Cents

sur les Substitutions

27 Messidor an 5

Paris

1797.



Moniteur des 12 et 18 Mars au V

Decret du Corps Legislatif, adopte

Kreuzer aux Cinq Cents



Moniteur des 12 et 18 Mars au V

Decret du Corps Legislatif, adopte a  
l'unanimité par les deux Conseils, ordonnant  
le levée de la sequette mis sur les biens de  
la Duchesse d'Orléans et du Prince de  
Conté.

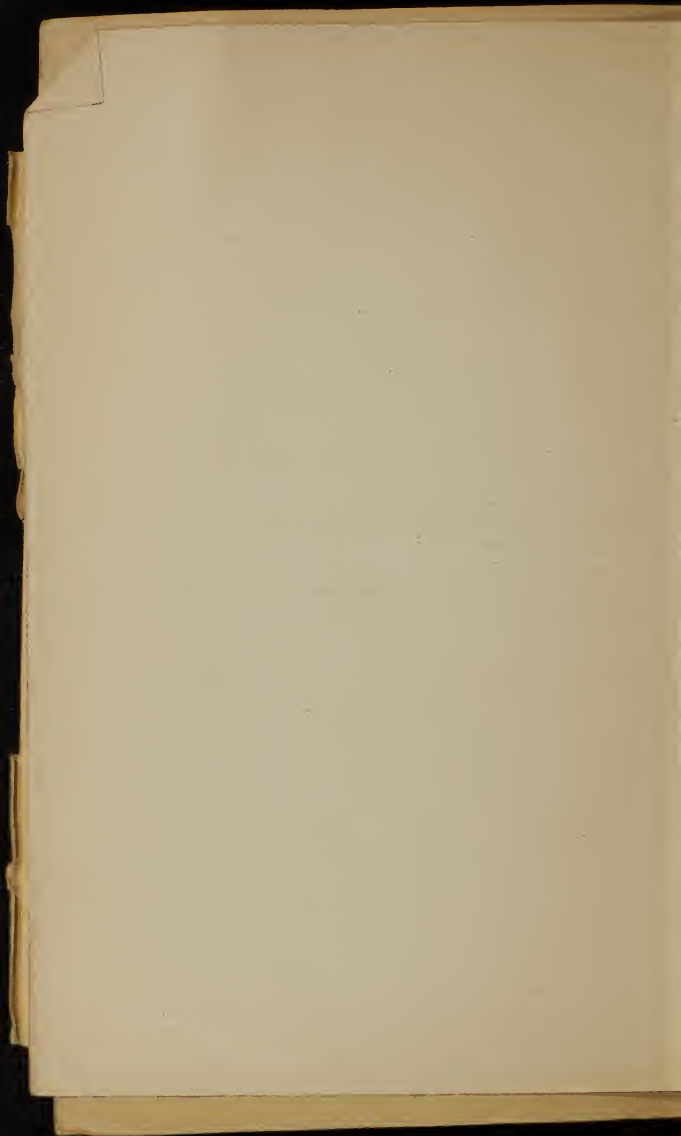
— Le decret est l'oeuvre de Rouzet  
qui employa toute son « influence et  
son activité » a le faire rendre.

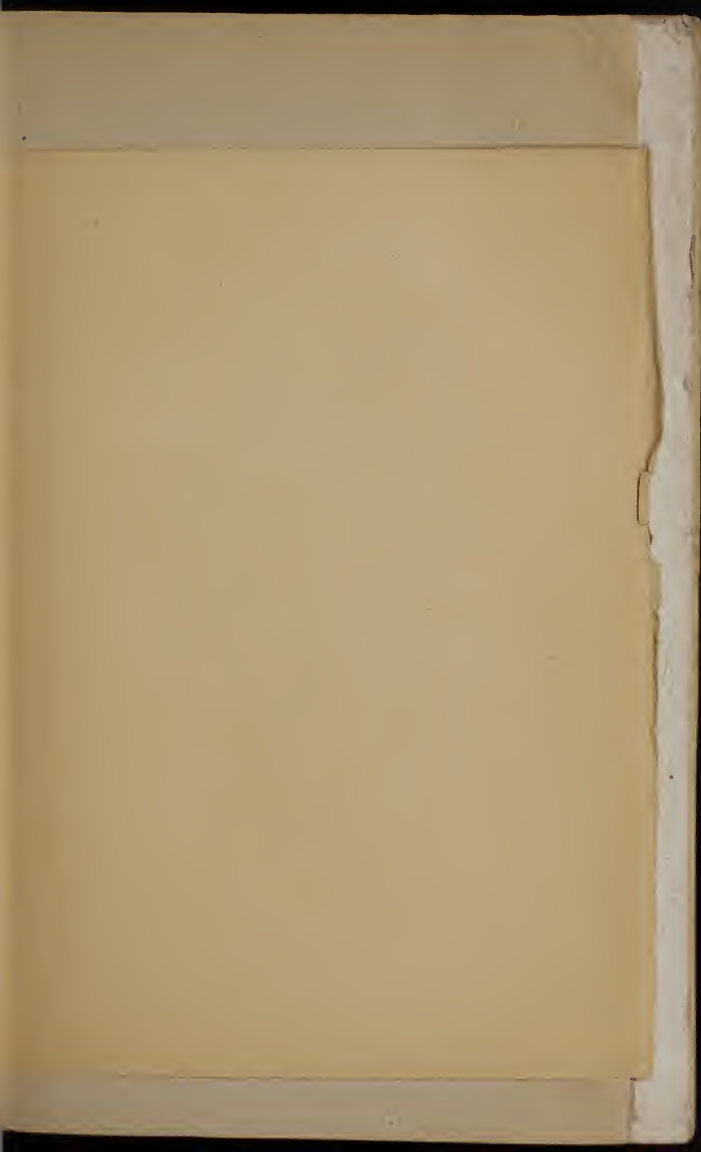
La Duchesse recouvra ses biens sequettes  
le 28 Juin 1797.

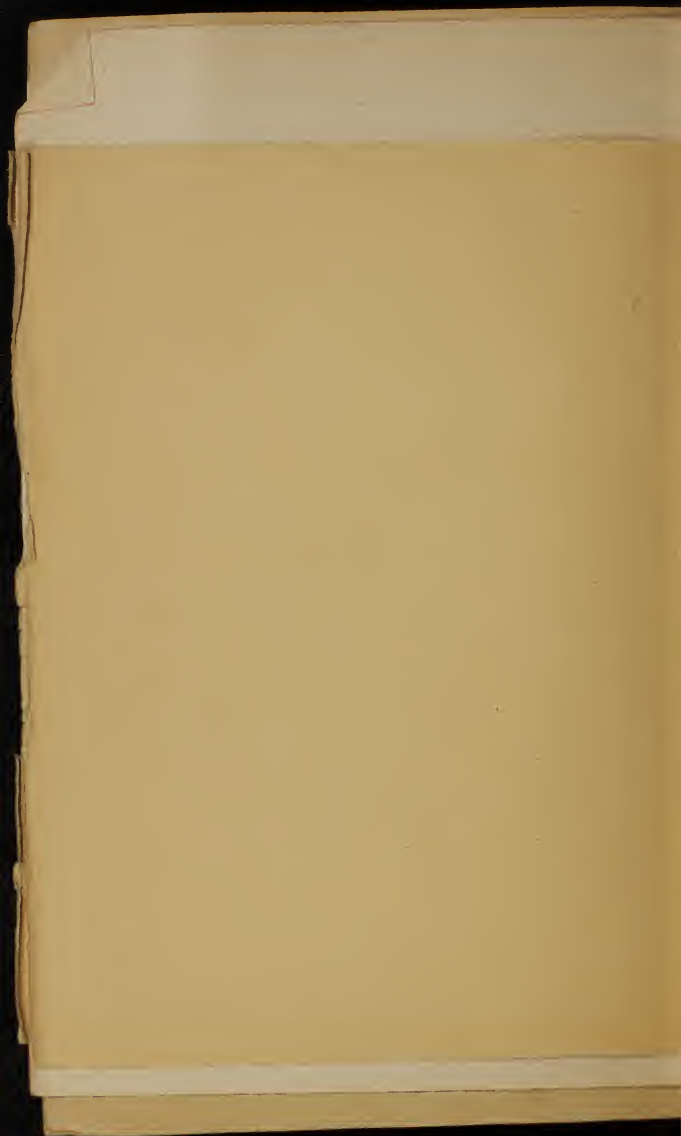
Moniteur du 4 Nov. 1820.

Sur le mort de Rouzet.

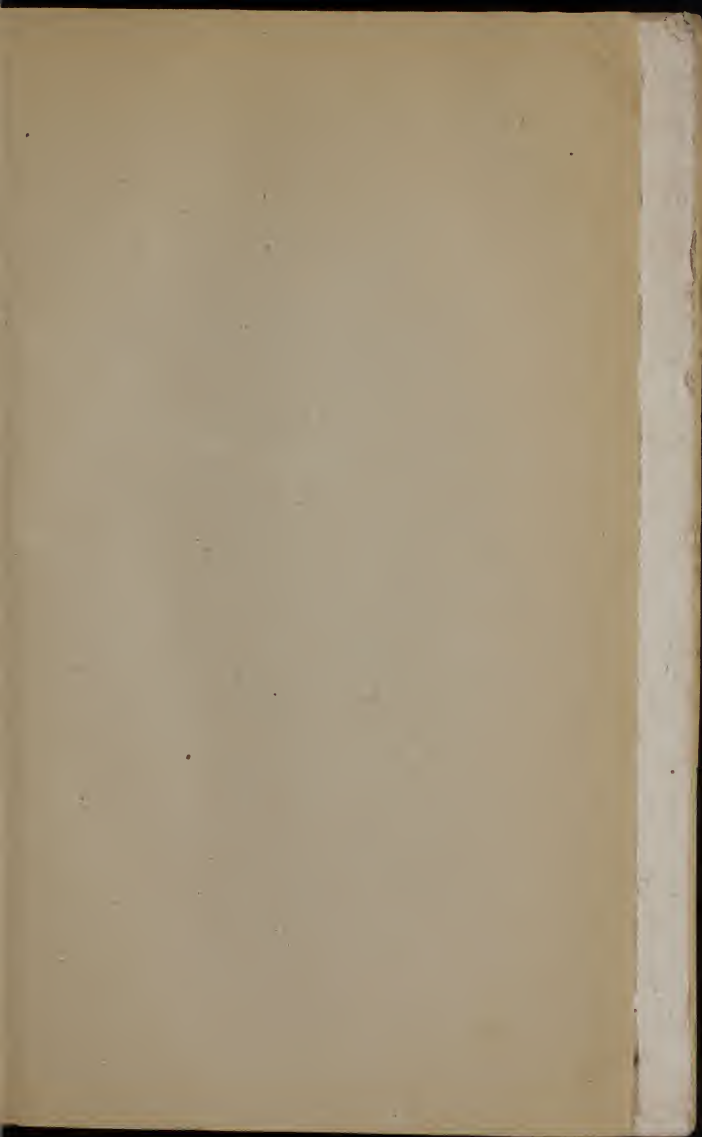
Rouzet, aux Cinq-Cents, était rap-  
porteur au Comité des Finances, ce  
qui explique a la fois son autorité  
et son crédit



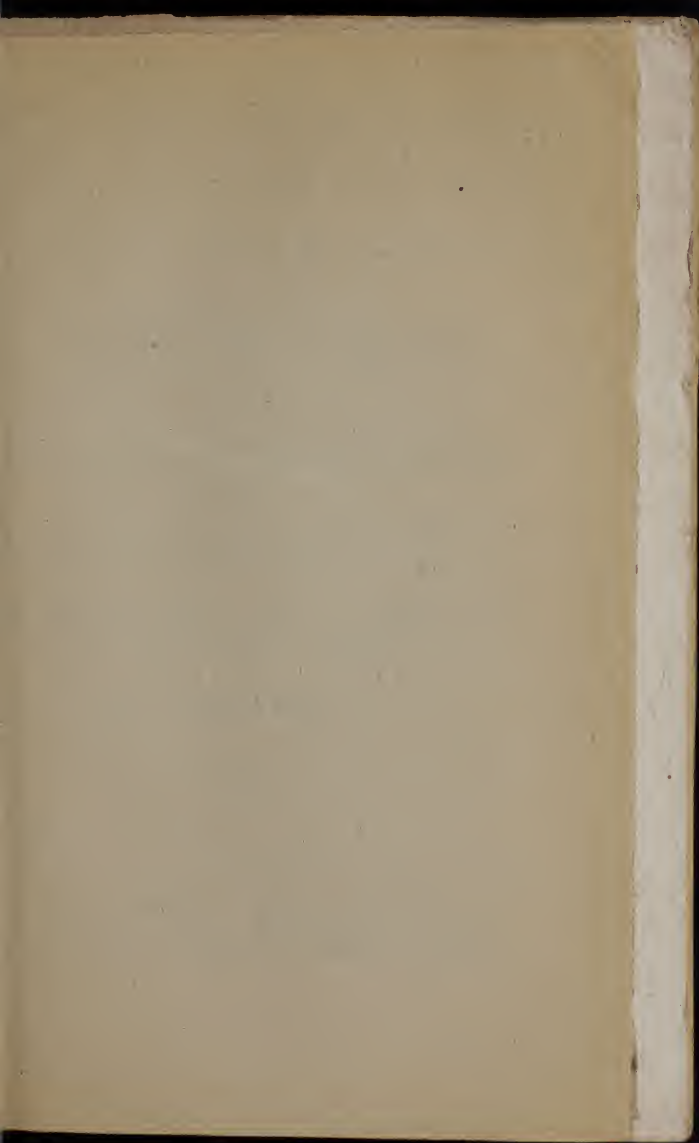














306 30301  

---

CORPS LÉGISLATIF.

---

CONSEIL DES CINQ - CENTS.

---

R A P P O R T

ET

PROJETS DE RÉOLUTION

P A R R O U Z E T,

AU NOM D'UNE COMMISSION SPÉCIALE,

*Sur les décrets des 25 août, 25 octobre & 14  
novembre 1792, relatifs aux substitutions.*

Séance du 27 Messidor, an V.

---

CITOYENS LÉGISLATEURS,

LA nation française n'avoit pas attendu que ses repré-  
sentans lui fissent sentir les inconvéniens, lui indiquassent  
les abus résultans de cette faculté illimitée d'enchaîner les

propriétés sur des têtes privilégiées. Le commerce, l'agriculture, le fisc, la société entière n'en avoient pas vainement réclamé la libre circulation; & l'immortel d'Aguesseau, luttant contre les préjugés, on pourroit même dire contre les prétentions de ces corps devenus formidables, qui se croyoient les tuteurs des rois, les protecteurs des peuples; d'Aguesseau avoit, dès avant 1747, porté le flambeau de la vérité, les regards de la sagesse dans ce labyrinthe que la chicane avoit rendu inextricable; & les Français les plus attachés à des habitudes inconciliables avec les principes d'une saine politique, avoient dès long-temps renoncé à la dangereuse manie d'éterniser leurs caprices par des substitutions.

Mais ce n'étoit pas assez de nous avoir conduits à restreindre à deux degrés la prohibition d'aliéner; il entroit dans l'ordre de la révolution de ne pas laisser si long-temps survivre dans les familles ceux que la nature en avoit retranchés, & l'Assemblée législative déclara, le 25 août 1792, qu'à dater de ce jour il n'étoit plus permis de substituer.

Ce n'est pas ici le moment d'examiner si l'Assemblée législative pouvoit à cette époque, si elle devoit adopter une telle disposition. Ce n'est pas le moment d'examiner si vous devez la consacrer dans toute son étendue. Le mouvement révolutionnaire étoit, à cette époque, trop violent & trop rapide pour que le Corps législatif pût le diriger avec la précision du calme & de la sagesse; & la Convention nationale n'étoit pas dans une position plus heureuse, lorsque le 25 octobre suivant, peu satisfaite de l'interdiction des substitutions *pour l'avenir*, elle déclara abolies & sans effet les substitutions stipulées avant la publication de ce décret, par quelque acte que ce fût, & qui ne se trouveroient pas alors ouvertes.

Ce qu'une disposition de ce genre renfermoit d'impolitique, d'injuste & d'illégal, frappa dès-lors suffisamment pour

que, malgré les nouvelles tentatives hasardées à la séance du 14 novembre suivant, malgré les agitations de cette époque célèbre, la Convention nationale renvoyât à son comité de législation les difficultés proposées sur le complément d'une abolition, dont les effets rétroactifs pouvoient porter la désolation dans tant de familles.

La Convention nationale se borna donc, dans cette circonstance comme dans tant d'autres, à décréter ce qu'on appelloit le principe, & elle laissa les conséquences au caprice des parties intéressées, & à l'arbitraire des juges qu'elle avoit déclaré pouvoir être pris indistinctement & sans exception parmi tous les citoyens de toutes les professions.

Cependant, eût-il été encore plus intéressant dans un état libre de ne plus laisser dans des familles autrefois privilégiées ces monumens de l'orgueil, au moyen desquels tant de victimes se trouvoient si souvent sacrifiées à la présomptueuse élévation d'un seul, quelques substitutions produisoient des résultats si avantageux? Quelques autres avoient servi de base à des engagements si respectables, que la Convention nationale, dans d'autres positions, n'eût pas sans doute négligé, en extirpant les abus des antiques habitudes, de respecter ce qu'elles pouvoient offrir de louable ou de sacré. Ainsi, en rendant libres dans les mains de quelques citoyens *qui avoient des successeurs en ligne directe*, des objets que la vanité avoit destinés à des collatéraux souvent éloignés; en rapprochant les membres d'une même famille de cette égalité bien conçue, que de barbares préjugés avoient fait disparaître, la Convention nationale, dans d'autres circonstances, auroit pris des mesures pour prévenir du moins les abus de la mauvaise foi, les excès des passions, & pour faire jouir les membres de la société de cette garantie salutaire, sans laquelle l'ordre & le bonheur s'éloignent de toute espèce d'associations.

Des plaintes multipliées ont été portées au Corps législatif contre les abus qui se sont glissés sous un grand nombre

de formes ; & la commission dont je suis l'organe , après avoir examiné les décrets des 25 août , 25 octobre & 14 novembre 1792 , s'est persuadée qu'en réprimant les excès que la mauvaise foi s'est permis à leur occasion , vous pourrez rétablir dans toute leur pureté les principes que vous ne souffrirez pas de voir entachés de quelque effet rétroactif trop funeste.

Point de doute , par exemple , que l'Assemblée législative a pu , sans craindre de trop graves inconvéniens , proscrire pour l'avenir le mot de substitution.

Mais on vend tous les jours la jouissance à l'un , & la propriété à l'autre ; & lorsque vous vous occuperez du mode de disposer , soit entre-vifs , soit par règlement de dernière volonté ; lorsque vous vous occuperez des successions , des donations , des contrats de mariage , vous peserez dans votre sagesse si , dans la supposition même où vous renfermerez dans de certaines limites la disposition absolue de tel ou de tel objet , vous n'accorderez pas la faculté de transmettre certaines jouissances indépendantes de la propriété.

Après que l'Assemblée législative avoit disposé pour l'avenir , la Convention nationale a-t-elle pu , *pour le présent & pour le passé* , porter la hache révolutionnaire sur les actes les plus authentiques dans lesquels résidoient l'espoir & la garantie des unions les mieux assorties , des négociations les plus loyales ?

Dans les pays de droit écrit , par exemple , un père , pour préserver ses enfans des dangers qui environnent la jeunesse livrée à elle-même , instituait sa femme , un frère célibataire , un ami , ses héritiers , & les chargeoit de rendre , après leur mort , l'hérédité à celui des enfans qui se feroit le mieux conduit. Le décret du 25 octobre 1792 est porté. La veuve , le célibataire , l'ami , ayant applaudi à la révolution , ou l'ayant censurée (*car les excès & l'injustice qui en est la suite , appartiennent à tous les partis*) ; la veuve , le célibataire , voient tous les appelés recueillir les biens dont ils n'ont que la jouissance ; ils les voient rangés sous une autre



bannière , & l'abolition des substitutions enlève aux enfans l'héritage de leur père , & le leur enlève par le même moyen que la loi l'avoit autorisé à prendre pour le leur conserver.

Un frère voit , dans la lignée d'un de ses frères , des neveux ou des nièces qui ont particulièrement mérité son affection ; cependant il ne veut pas priver son frère de ce qu'il destine à son neveu , à sa nièce ; il veut qu'il en jouisse à la charge de transmettre ensuite à ses neveux : & par une bisarerie assez remarquable , la Convention nationale , qui par ses décrets sur les successions avoit appelé les neveux par représentation de leur père , les frustreroit de l'hérédité , parce qu'un de leurs oncles auroit été favorisé d'une jouissance que la Convention auroit proscrire !

Des mariages dont il est si intéressant pour l'ordre social , pour les bonnes mœurs , de faire respecter les conditions ; des mariages auroient été contractés , sur la foi des espérances , d'un & souvent de deux conjoints appelés à recueillir des substitutions propres à garantir l'aisance tout au moins des fruits de semblables unions , & la Convention nationale auroit fait évanouir ces douces espérances ; elle auroit frustré un prêteur loyal qui , sur la foi d'une expectative prochaine de son emprunteur , lui auroit facilité des spéculations ou des établissemens utiles ? la Convention nationale auroit produit tous ces désordres , au mépris des dispositions légales de ceux qui , morts avant cette subversion , ne pouvoient plus suivre les mouvemens ni de leurs affections ni de leur justice ?

Un individu tourmenté de la manie de perpétuer son nom aura laissé de simples jouissances à ceux à qui la nature destinoit des propriétés ; cependant la voix des principes se faisant entendre à travers les cris des préjugés , le même individu rend la propriété à celle à laquelle il n'avoit d'abord légué que des jouissances , & la lui rend dans le cas où l'objet de ses spéculations d'orgueil ne le satisfera pas par une descendance masculine ; & les parens de cette branche vou-

droient refuser le retour de la propriété stipulé par le bienfaiteur & se servir du vague des décrets des 25 octobre & 14 novembre pour légitimer cette injustice ?

Tels sont, citoyens, les résultats de ces dispositions rétroactives dont votre commission s'est persuadée que vous voudrez arrêter les conséquences, quelles que soient les facilités qu'une législation sage doit accorder à chaque citoyen pour resserrer par des libéralités de dernière volonté les liens sociaux. Chargée d'examiner plusieurs pétitions qui ont développé les inconvéniens & les vices des décrets des 25 octobre & 14 novembre 1792, auxquels la Convention elle-même n'a pu donner les développemens qu'elle attendoit de son comité de législation, votre commission se bornera aujourd'hui à vous présenter deux projets de résolution, tendans à prévenir ou tout au moins à arrêter quelques fausses interprétations des susdits décrets, ainsi qu'à restreindre, autant que les principes de la Convention devoient le lui inspirer, les résultats désastreux de l'effet rétroactif, annulant des dispositions que le précédés des stipulans eût dû faire respecter.

Votre commission se persuade que lorsque la discussion s'engagera sur les projets qu'elle est chargée de vous présenter, vous reconnoîtrez sans peine que, s'il est intéressant de ne pas restreindre les propriétés dans des liens trop souvent formés par l'orgueil, il ne l'est pas moins d'assurer aux contrats la garantie du respect auquel le législateur doit se permettre, moins que tout autre, de manquer, & que si les convulsions des mouvemens révolutionnaires avoient arraché à la Convention des dispositions rétroactives, votre devoir seroit de les faire cesser, même de réparer, autant qu'il seroit en vous, les désordres qu'elles auroient pu occasionner.

C'est dans ces principes que la commission a rédigé les deux projets de résolution suivans.

## PREMIER PROJET.

Le Conseil des Cinq-Cents, considérant que si l'intérêt des familles a pu inspirer à la Convention nationale de faire promptement cesser les abus résultans des substitutions que l'Assemblée législative, le 25 août 1792, avoit prosrites pour l'avenir, & d'arrêter ces abus même pour celles déjà établies, & non encore ouvertes aux époques des 25 octobre & 14 novembre de la même année, ce même intérêt commande au Corps législatif de faire respecter les engagements contractés sur la foi des dispositions permises par les lois en vigueur aux époques où ils ont été formés;

Considérant qu'il est instant de faire cesser toute interprétation arbitraire qui donneroit aux lois un effet rétroactif, ou une extension injuste, qui n'a pu être dans l'intention du législateur :

Après une première lecture le 27 messidor an 5, une seconde le thermidor, & une troisième le , & après avoir déclaré qu'il n'y a pas lieu à l'ajournement, prend la résolution suivante :

## ARTICLE PREMIER.

Toutes stipulations contenues dans des contrats de mariage, dans lesquels des grevés de substitutions seroient intervenus pour y déclarer ou reconnoître en faveur d'un des futurs conjoints, ou des deux, que les biens substitués leur seroient un jour transmis, auront leur entier effet, nonobstant les inductions qu'on auroit pu ou qu'on voudroit tirer des décrets des 25 octobre & 14 novembre 1792.

## I I.

Auront pareillement leurs effets toutes promesses de transmissions de biens substitués, ou toutes déclarations qu'ils seront transmis, à quelque titre onéreux ou gratuit qu'elles

aient été faites, & ne pourront être annullées, ainsi que celles énoncées à l'article précédent, que par les mêmes moyens qui auroient pu opérer leur annulation avant les décrets des 25 août, 25 octobre & 14 novembre 1792.

### III.

Toutes dispositions contraires sont abrogées.

### IV.

La présente résolution sera imprimée, & portée au Conseil des Anciens par un messager d'état.

## SECOND PROJET.

Le Conseil des Cinq-Cents, considérant qu'en voulant arrêter le désordre résultant des substitutions inconciliables avec les principes du nouveau gouvernement, la Convention nationale n'auroit pu, par un effet rétroactif, annuler des dispositions auxquelles étoient autorisés par des lois antécédentes les individus morts avant la publication du décret du 25 août 1792 ;

Considérant que si les principes républicains proscrivent la perpétuité des possessions dans les familles, en donnant, entre autres, des préférences aux mâles collatéraux sur des filles ou leurs descendants en ligne directe ; que s'il avoit été intéressant de faire disparaître sans délai ces orgueilleuses habitudes de quelques maisons privilégiées, dont l'exemple avoit été trop contagieux, il ne l'étoit pas moins de retenir dans les limites de simples jouissances ceux qui, possédant des biens grevés, ne pouvoient en frustrer par aucune chance les individus désignés pour leur succéder ;

Considérant que s'il pouvoit être permis à la Convention nationale de réduire encore pour les substitutions existantes le nombre des degrés déterminés par les lois antérieures, ou de préférer la descendance aux collatéraux, il ne pouvoit

pas l'être de dévêtir l'appelé qui, à l'époque de la nouvelle réduction des degrés, ou des dispositions en faveur de la descendance, n'ayant à craindre aucune chance, n'avoit qu'à attendre la cessation de l'usufruit pour recueillir à son tour, & faire honneur à des engagemens contractés sur la foi de cette perspective;

Considérant que cette perspective, garantie par les lois existantes au moment où elle a pu être prise en considération, pouvoit aussi avoir déterminé des mariages qui, sans elle, eussent été mal assortis, & qu'il est juste d'arrêter les effets de la mauvaise foi ou du caprice de semblables usufruitiers :

Après une première lecture le 27 messidor an 5, une seconde le thermidor, une troisième le & avoir déclaré qu'il n'y a pas lieu à l'ajournement, prend la résolution suivante.

#### A R T I C L E P R E M I E R.

Les individus appelés dans des actes passés ou consentis avant la publication du décret du 25 août 1792, & devenus irrévocables par le décès de ceux qui les ont souscrits; les individus appelés à posséder des biens dont la transmission leur avoit été indiquée, dans les susdits actes, devoir être faite à des personnes y désignées, n'ont pu & ne pourront exciper des décrets des 25 octobre & 14 novembre 1792, dans les cas où les désignés à recevoir la transmission n'auront pu en être exclus par aucune chance, telle, par exemple, que celle de survenance des enfans du grevé, & n'auront eu qu'à attendre l'époque de la cessation de jouissance du grevé.

#### I I.

Ne pourront pareillement exciper desdits décrets ceux qui, n'ayant aucune chance pour réunir la propriété à l'usufruit,



auroient celui-ci par des actes antérieurs à la publication du décret du 25 août 1792, dont les parties encore existantes n'auroient pu, à raison de l'exécution ou des clauses desdits actes, changer les dispositions inconciliables avec la volonté des contractans, & lesdits décrets des 25 octobre & 14 novembre 1792.

### III.

En conséquence, les désignés aux articles précédens, & dans les suppositions qui y sont déterminées, recueilleront les effets des substitutions ou des fidéi-commis établis en leur faveur, & les décrets des 25 octobre & 14 novembre 1792 ne pourront leur être opposés.

### IV.

Toutes dispositions contraires sont abrogées.

### V.

La présente résolution sera imprimée, & portée au Conseil des Anciens par un messager d'état.

---

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.  
Thermidor, an V.

